

CÔTE D'IVOIRE *Le procès des responsables du massacre de 57 personnes, au lendemain de l'élection de Laurent Gbagbo, s'est ouvert hier*

Les gendarmes de Yopougon en justice

Le procès des huit gendarmes, inculpés de l'assassinat de 57 personnes au lendemain de l'élection du président socialiste Laurent Gbagbo, s'est ouvert hier à Abidjan par l'audition des présumés coupables.

Abidjan : Anne Boher

« Nous n'avons pas d'idée préconçue sur qui est coupable ou pas. » Pour le président du tribunal militaire, Deli Sepleu, la mise au point s'avérait nécessaire : « Ce n'est pas parce que la constitution de parties civiles a été jugée irrecevable que le procès ne se fera pas selon les règles. »

Face aux huit gendarmes, sept sous-officiers et un commandant récemment promu, qui comparaissent libres pour l'assassinat de 57 personnes, le procureur de la République devient seul responsable de la défense d'une population meurtrie après la violente répression des manifestations qui ont suivi l'élection présidentielle du 22 octobre 2000.

Peu de preuves tangibles, des témoins qui refusent de comparaître dans une enceinte de gendarmerie, « le procès trouve dès l'ouverture des débats au

fond ses limites techniques », affirme un responsable de la gendarmerie, qui ajoute : « La question n'est même plus de trouver des preuves. La question est politique. »

Après s'être rangée aux côtés de la population qui tentait d'empêcher l'ancien chef de la junte militaire, le général Robert Guéi, de se maintenir au pouvoir, la gendarmerie s'était investie dans les opérations de maintien de l'ordre suscitées par les manifestations de sympathisants du Rassemblement des républicains (RDR), le parti de l'opposant Alassane Ouattara, évincé de la course à la présidence.

Neuf mois après les faits, le procès ravive ces plaies. Les violences urbaines qui ont suivi l'accession au pouvoir du Front populaire ivoirien (FPI) ont provoqué la mort de plusieurs centaines de personnes. La découverte le 27 octobre 2000 d'un charnier dans le quartier de Yopougon, au lendemain de l'élection de Laurent Gbagbo, permet aujourd'hui de mettre des noms sur les présumés coupables, des gendarmes de l'escadron d'Aboho, un autre quartier d'Abidjan.

Les corps des victimes portent des traces de balles et de coups. Ils seraient tous « diou-las » selon le nom générique



Le procès des huit gendarmes, inculpés de l'assassinat de 57 personnes au lendemain de l'élection du président Laurent Gbagbo, s'est ouvert hier à Abidjan. (Photo AFP.)

donné aux ethnies à majorité musulmane vivant dans le nord de la Côte d'Ivoire et censées composer le gros des supporters de M. Ouattara.

Des balles et des douilles retrouvées sur place, des survi-

vants et des témoignages désignent l'escadron, suspect de s'être livré à une opération de représailles après la mort de l'un des siens, le lieutenant Emmanuel Nyobo.

Si les enquêtes internatio-

nales, notamment celle conduite par une mission des Nations unies, ainsi que les auditions des inculpés n'établissent pas avec clarté les circonstances de la mort du lieutenant, elle reste au centre de l'argu-

mentation des gendarmes, alors « en légitime défense ». « Le lieutenant est mort après que l'on eut entendu une rafale d'arme automatique venant de l'une des chambres de la cour où nous nous trouvions », dit le chef d'escadron Victor Be Kpan qui se trouvait avec ses hommes dans une maison privée. Pour lui, cela prouve que « l'on avait affaire à une guérilla urbaine ».

Le 26 octobre 2000, raconte-t-il, « des manifestations avaient lieu dans toute la commune. Le RDR s'offrait avec le FPI. Les militants RDR

Aucune sanction disciplinaire, ne serait-ce qu'interne à la gendarmerie, n'est venue corroborer ce constat. « Le pouvoir sait ce qu'il lui doit. Même si les menaces ne sont pas clairement formulées, il est évident qu'elle ne bougera plus si des condamnations sont prononcées à l'encontre de ses hommes. En gros, si on reste dans les casernes, il n'y aura pas de bavures. »

Un discours bien compris par les responsables politiques. « Ce procès n'est autre que celui de la violence choisie par le RDR comme moyen

« La question n'est même plus de trouver des preuves. La question est politique »

étaient armés d'armes de guerre, de machettes. Ils se déplaçaient par groupes, de manière organisée. Ces hommes étaient dangereux, c'étaient des soldats voire des mercenaires ». Pourtant, pour l'un des responsables de la gendarmerie, « si l'on avait eu affaire à une guérilla cela aurait induit des opérations de rétablissement de l'ordre et non pas de maintien de l'ordre. Il s'agit bel et bien de débordements ».

comme une gifle pour les familles des victimes, dont les plaintes, portées par des associations de défense des droits de l'homme, ont été rejetées par le tribunal.

« Il ne nous reste plus qu'à nous employer afin que la justice belge nous offre ce que ne peut nous offrir la justice de notre pays », déclarent-elles, après le dépôt d'une plainte contre les présidents Gbagbo et Guéi à Bruxelles.

SAHEL *L'instauration de la loi islamique, dans plusieurs Etats du géant de l'Afrique de l'Ouest, menace stabilité et salubrité des pays voisins*

Le Nigeria exporte ses maux dans le sud du Niger

Firji : de notre envoyée spéciale Valérie Samson

A Firji, il n'y a toujours pas de puits. Le sol granitique à cet endroit en interdit le forage. Mais l'alcool coule à flots. Et les débits de boisson poussent plus sûrement que le mil. En seulement trois ans, sept d'entre eux ont ouvert. Dans ce petit village de terre séchée de 2 500 âmes, la vie qui s'est longtemps écoulée au rythme des récoltes est aujourd'hui rythmée par les va-et-vient des prostituées qui viennent échouer ici depuis le Nigeria voisin.

A l'entrée du village, deux femmes ivres, dans des pagnes multicolores, se penchent au bras des hommes qui passent. A Firji, elles seraient 600, poussées par la charia qui sévit dans les Etats du nord du Nigeria depuis 1999. Parmi elles, 250 se sont installées. Les autres repassent la frontière au petit matin. Les plus jeunes n'ont pas quatorze ans.

Le parcours de Talatou, nigérienne de 30 ans, est tout ce qu'il y a de plus ordinaire : un mariage forcé à l'âge de douze ans, un divorce à quinze, le rejet de la famille, la fuite vers le Nigéria et la prostitution. Voilà deux ans qu'elle a échoué ici pour fuir le fouet

que la loi islamique réserve aux femmes de sa condition.

La situation est jugée « dramatique » par les autorités sanitaires nigériennes, dans un pays où, selon l'organisation Onusida, 1,3% de la population adulte est déjà touchée par le sida : près de 40% des prostituées de Firji seraient porteuses du virus. Des tests effectués au début de l'année sur 222 prostituées, pudiquement appelées « femmes libres », ont révélé que 85 d'entre elles sont séropositives. Plusieurs prostituées sont déjà mortes du sida de-

Les plus jeunes prostituées n'ont pas quatorze ans

puis le début de l'année. L'hécatombe ne fait que commencer.

« Le plus inquiétant, commente le docteur Abdou Garba Mamoudou, médecin chef du district sanitaire de Madarounfa, c'est que ces femmes ignorent leur état sérologique. La loi nigérienne n'autorise le médecin à communiquer les résultats des tests à une patiente que si elle en fait la demande. Et à ce jour, aucune femme n'a cherché à savoir. Je crois tout simplement qu'elles ont peur. »

Quand on lui pose la ques-

tion, Talatou hausse les épaules. « J'ai fait les tests, s'insurge-t-elle. J'ai demandé les résultats au médecin. On m'a répondu que pour cela je devais me rendre au centre médical de Madarounfa, à plus de 20 kilomètres de là. Après il faut encore remplir des papiers. C'est tout un processus administratif. »

Alors quand le village a enterré les deux premières victimes de la pandémie, personne ne s'en est ému. Pour le chef de village comme pour Tourey Ibrahim, la magagia (représentante des prostituées), ces femmes sont mortes de mort naturelle.

Le mal se nourrit de l'ignorance. De la pauvreté aussi. Le dispensaire de Madarounfa anime toutes les deux semaines des réunions de sensibilisation pour inciter prostituées et villageois à utiliser des préservatifs. Peine perdue : le médecin chef reconnaît que depuis quelque temps le dispensaire est « en rupture de stock ».

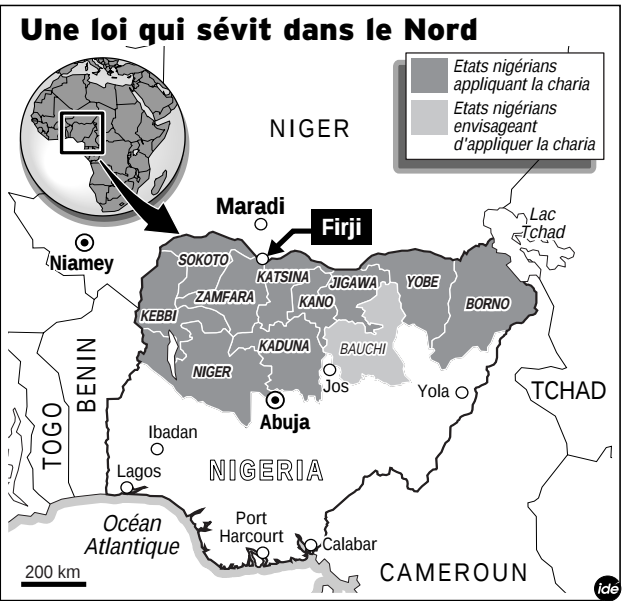
Un vaste programme de lutte existe sur le papier, qui prévoit notamment la généralisation du dépistage. Son budget : plus de 40 millions de francs CFA, l'équivalent du budget du seul ministère de la culture. Sur quatre pages

d'une litanie d'objectifs, la mention « source à rechercher » figure à chaque fois sur la colonne de droite.

Du reste, loin d'être considérées comme des parias, les prostituées sont une bénédiction pour les habitants du village. « Pourquoi voulez-vous que quiconque pense à les chasser ? s'exclame le médecin chef. Les affaires ne se sont jamais aussi bien portées. Les commerçants se frottent les mains et tout le monde est content ! » Pour quelques poignées de nairas (la devise nigérienne), Firji a vendu son âme. Pour pouvoir faire quelque affaire ici, il faut prévoir de changer ses francs CFA au poste de douanes, à deux kilomètres de là.

A la tombée de la nuit, de luxueuses berlines immatriculées au Nigéria commencent à arriver. La clientèle reste constituée pour l'essentiel de militaires et de riches négociants installés de l'autre côté de la frontière. Sur les comptoirs des tabliers éclairés de petites bougies, les liasses de nairas s'échangent à un rythme effréné. A l'entrée du bar *Omo cool inn*, les inscriptions à l'adresse de la clientèle sont en anglais, la langue officielle du Nigéria : « No credit. Pay before service. »

A l'intérieur, un groupe de musiciens itinérants assure l'ambiance. De jeunes



hommes avachis dans des fauteuil de velours rouge siroient une bière que l'on appelle ici « conjoncture », en raison de son prix qui est constant malgré des bouteilles de plus en plus petites. Le ronflement du moteur d'un groupe électrogène se fait entendre : la lumière fuse et des hauts parleurs installés à tous les coins de rue crachent leurs décibels, couvrant le vain appel à la prière du muezzin. De ce côté de la frontière aussi, on se tourne cinq fois par jour vers la Mecque. Mais on pratique un Islam tolérant, mûtiné de traditions animistes.

Tourey, la magagia, explique que pour entrer dans la case d'une prostituée, il faut commencer par payer 300 nairas. Certaines assument gagner jusqu'à 1 500, voire 5 000 nairas (entre 80 et 300 francs), les « bonnes » nuits. Les femmes louent les cases 150 nairas (8 francs) la nuit au chef de village. Tourey raconte que celles-ci ont été construites par un riche Nigérien qui aurait payé « sept ans de taxes par avance pour avoir la paix avec les autorités. »

Ces dernières gèrent pour l'instant la situation avec une

tolérance qui frôle le laxisme. A commencer par le chef de village, Oumarou Abdou. Celui-ci explique « attendre que le Nigéria assouplisse la charia. Le même phénomène s'était produit en 1985, poursuit-il. Les prostituées étaient finalement reparties après six mois. Quand elles sont revenues il y trois ans, nous n'imaginions pas que la situation allait durer. » Une semaine plus tôt, il exprimait pourtant devant un journaliste nigérien sa satisfaction de voir l'économie ainsi relancée. A l'entrée du village comme dans les bars, des militaires montent la garde. Mais leur rôle se cantonne à verbaliser les mauvais payeurs.

Le cas de Firji n'est pas isolé. Cent dix-sept villages à la frontière du Nigeria sont jugés « à haut risque ». Mais nul ne se fait d'illusion : chassées, les prostituées iraient s'installer toujours plus au Nord. Et la frontière reste ouverte à tous les trafics, comme en témoigne le ballet incessant des caravanes de voitures qui circulent frauduleusement entre les deux pays. Le Niger, dépendant du Nigeria pour ses importations, ne survivrait pas longtemps à une fermeture de la frontière. Finalement, résume Al Mustapha, « le Nigeria est un mal nécessaire. »

La mode enrage les islamistes

Maradi : de notre envoyée spéciale

Dans le hall de l'hôtel Jangorzo, au centre de Maradi, à 50 kilomètres au nord de Firji, le gérant n'a toujours pas retiré les affiches du Festival international de la mode africaine (Fima), qui s'est tenu à Niamey le 12 novembre 2000. Ce qui est considéré comme l'événement le plus prestigieux de la mode africaine avait alors provoqué l'ire des islamistes, qui voyaient là une manifestation « satanique ». L'hôtel Jangorzo est l'un des deux seuls établissements à avoir été épargné par la flambée de violence qui a embrasé Maradi. Les islamistes avaient alors détruit tout ce que la ville compte de bars, hôtels et kiosques de PMU. Deux églises

évangéliques ont été mises à sac. Les prostituées ont été systématiquement battues et leurs maisons pillées ou incendiées. Ibbo Daddy Abdoulaye, journaliste aux *Echos du Sahel*, qui avait couvert les événements, relativise pourtant la portée du mouvement islamique dans le sud du Niger : « Beaucoup de gens qui ont participé au saccage n'avaient rien à voir avec un quelconque mouvement intégriste. Les islamistes se sont contentés d'exploiter les frustrations d'une population misérable, écartée par la débauche de moyens mis en place pour ce festival. Beaucoup n'étaient là que pour prendre ce qui pouvait l'être : télévisions, ventilateurs, caisses de boissons... » Du coup, les prostituées de Maradi se font rares. Beaucoup ont choisi l'exil. Vers le sud, vers Firji notamment.

Adrien Jaulmes

Le mouvement semble inexorable. Depuis janvier 2000, onze Etats du nord du Nigeria, sur les trente-six que compte cette énorme Fédération, ont déjà introduit la charia ou annoncé leur intention de le faire. Cette loi islamique sanctionne sans pitié les voleurs, les femmes adultères et les buveurs d'alcool. Le 13 juillet, un tribunal islamique de l'Etat de Sokoto, où la charia a été introduite en août 2000, a condamné un délinquant à avoir une main coupée. Une semaine plus tôt, un voleur de chèvre avait été amputé dans un hôpital après l'approbation de la sentence par le gouvernement de l'Etat.

La loi islamique doit, pour ses partisans, pallier l'incapacité de la police et de la justice à faire face à la montée de la criminalité. La charia n'est censée s'appliquer qu'aux seuls musulmans, qui représentent officiellement 43 % de la population nigérienne, et qui sont largement majoritaires dans les Etats du nord. Mais la pratique est différente.

Les vingt coups de bâtons infligés le 7 février à un chrétien de l'Etat de Kano, au nord du Nigeria, sont d'autant plus révélateurs que la charia ne se contente pas de sanctionner les délits. Toujours dans l'Etat de Kano, les femmes se sont ainsi vues interdire toute participation à des événements sportifs ou faire partie de troupes de danse. D'autres mesures, interdisant entre

autres les jeux d'argent, la prostitution et la consommation d'alcool, ont aussi été adoptées.

L'introduction de la charia suscite l'hostilité des chrétiens et des animistes. A leurs yeux, l'introduction d'un code religieux dans la législation d'un Etat laïque menace l'équilibre précaire de la Fédération, où cohabitent dans un gigantesque puzzle plus de deux cent cinquante ethnies.

En mai 2000, les émeutes qui ont suivi l'annonce de l'application de la charia dans l'Etat de Kaduna ont fait plus de deux mille morts. Dans l'Etat de Kano, des églises et des mosquées ont été brûlées et pillées. L'introduction de la charia a aussi déclenché l'exode des chrétiens vers le sud. Des milliers de personnes

ont pris la fuite. Dans le sud, les Haoussas ont été victimes de massacres de représailles.

Ces affrontements religieux nourrissent aussi un conflit à la forte dimension ethnique qui oppose les Haoussas nordistes, les Yoroubas, au sud-ouest, et les Ibos, au sud-est. L'élection, en 1999, du président Olusegun Obasanjo, chrétien sudiste, et le retour de la démocratie au Nigeria, après seize années de dictature militaire, n'ont pas mis fin aux problèmes ethniques qui menacent la cohésion du géant de l'Afrique. Et la coupure ne cesse de s'élargir entre le sud, où est produit le pétrole, d'où le Nigeria tire l'essentiel de ses revenus, et le nord musulman, qui contrôle toujours l'appareil d'Etat.

En bref

BURKINA FASO

Une commission sur le trafic d'enfants

Le Comité interparlementaire (CIP) des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a créé hier à Ouagadougou une commission chargée d'enquêter sur le trafic d'enfants dans la région, rapporte l'AFP. Ses conclusions « feront l'objet de propositions concrètes à nos gouvernements à travers nos Parlements respectifs », a déclaré Tiébilé Draméle, président malien du CIP.

AFRIQUE DU SUD

Prison à vie pour un extrémiste blanc

Un Sud-Africain membre d'une organisation blanche extrémiste a été condamné hier à deux peines de prison à vie pour le meurtre en 1998 de deux soldats, au cours d'un vol d'armes devant servir à une « prise du pouvoir ». Le procès a établi que les agresseurs appartenaient à un groupuscule afrikaner extrémiste, Die Volk (Le Peuple), auquel les armes volées étaient destinées.

BIRMANIE

La junte

libère

quatre opposants

La junte militaire birmane au pouvoir a élargi hier quatre députés de la Ligue pour la démocratie (NLD) au Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, portant le total d'opposants libérés de prison depuis janvier à 157. Le NLD s'était vu interdire l'accès au pouvoir après avoir remporté les élections de 1990. Selon un responsable du parti, 29 de ses députés sont toujours en prison.

INDONÉSIE

Manifestations

contre le parti

de Suharto

La police indonésienne a molesté des manifestants et lancé des gaz lacrymogènes dans leur direction, alors que ces derniers dénonçaient une décision judiciaire empêchant la dissolution du parti Golkar, formation de l'ancien homme fort du pays, Suharto. Cette décision permet à la présidente Megawati Sukarnoputri d'inclure dans son gouvernement de hauts responsables du Golkar, deuxième force du Parlement.

INDE

Le premier ministre démissionne

puis se ravise

Le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee a offert hier sa démission, à la suite de différends avec sa coalition gouvernementale, mais a été persuadé de rester par son propre parti, à indiquer le ministre chargé des Affaires parlementaires, Pramod Mahajan. L'Union du peuple indien (BJP, hindou) de M. Vajpayee essuie actuellement une salve de critiques liées à des scandales financiers.

CHINE

Au moins dix morts dans un accident minier

L'effondrement d'une carrière dans le centre de la Chine a tué dix personnes, et 19 autres sont portées disparues. Les ouvriers faisaient sauter lundi des explosifs destinés à disloquer d'énormes rochers lorsque l'accident s'est produit. Les accidents industriels et de transports ont fait 47 000 morts durant le premier semestre, estime l'Agence Chine nouvelle.